Michael Hudson : Le destin de la civilisation – Finance et effondrement

Le professeur Michael Hudson, économiste classique de renommée mondiale, présente son livre sur la manière dont les économies se financiarisent et meurent. Veuillez soutenir le travail important de Michael Hudson sur : patreon.com/michaelhudson *The Destiny of Civilization* : https://www.amazon.com/Destiny-Civilization-Capitalism-Industrial-Socialism/dp/3949546065 Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com /Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous sommes rejoints aujourd'hui par le professeur Michael Hudson pour discuter de l'orientation de la civilisation. Merci beaucoup d'être revenu parmi nous. — Eh bien, merci de m'avoir invité à nouveau, Glenn. Je me dis que, lorsque nous évaluons les conditions économiques, politiques et sociales actuelles, je ne peux m'empêcher de penser que nous ne sommes plus au sommet de la civilisation. Vous avez bien sûr écrit par le passé un livre intitulé *Le destin de la civilisation : capitalisme financier, capitalisme industriel ou socialisme.* J'imagine qu'il y aurait aujourd'hui beaucoup de nouveau matériel à y ajouter si vous vouliez en faire une nouvelle version. Mais je pensais qu'un bon point de départ serait le suivant : comment reliez-vous le système économique à l'essor et au déclin d'une civilisation ? Et quels sont les indicateurs économiques d'un déclin civilisationnel ?

#Michael Hudson

Eh bien, je ne vais pas écrire un remake, mais je vais faire une suite. Cette suite remonte dans le temps pour examiner en profondeur ce qu'était réellement l'économie politique classique, et pourquoi l'économie classique constituait essentiellement le plan du capitalisme industriel. Je dois donc revoir ici certaines théories économiques, car il y a une grande différence entre le déclin d'une économie ou d'un système économique, comme nous le voyons aujourd'hui, et le déclin d'une civilisation tout entière. Même s'il existe ce qu'on appelle un conflit de civilisation entre le capitalisme financier et rentier d'aujourd'hui en Occident, et le capitalisme industriel aux caractéristiques chinoises — qui ressemble de manière étonnante aux caractéristiques protectionnistes américaines, aux caractéristiques britanniques sous David Ricardo et John Stuart Mill, ainsi qu'aux caractéristiques allemandes.

Toutes les sociétés industrielles, et tout l'essor de ce que nous considérons comme notre civilisation, ont en réalité constitué une transformation de l'économie elle-même. Le décollage du capitalisme industriel a véritablement eu lieu en Grande-Bretagne. Et je pense que si nous examinons ce qu'ils pensaient être le cours du capitalisme industriel — ainsi que la civilisation et le monde qu'ils allaient dominer —, cela permettra de comprendre ce qui a mal tourné. Pourquoi n'avons-nous pas atteint ce que tous les économistes classiques attendaient : que le capitalisme industriel développe une économie mixte, publique et privée, avec une augmentation des dépenses publiques en infrastructures pour maintenir les coûts bas, et surtout pour accomplir la seule chose qui était révolutionnaire dans le capitalisme industriel — se libérer du féodalisme et des héritages du féodalisme ?

Et l'héritage majeur fut la classe des propriétaires fonciers héréditaires, qui dominait encore la Chambre des lords et cherchait à protéger les rentes foncières de l'aristocratie terrienne, principalement sur leurs terres agricoles. Les loyers immobiliers et les loyers d'habitation n'avaient pas encore vraiment décollé. Mais le grand problème auquel la Grande-Bretagne était confrontée était de savoir comment nourrir la population face à cette classe de propriétaires protectionnistes. Ricardo, en 1817, expliqua que ce qui risquait d'empêcher le décollage de l'industrie britannique — ou du moins d'en freiner l'expansion — était la nécessité d'employer de la main-d'œuvre pour produire des marchandises à vendre avec une marge. En fin de compte, selon la théorie de la valeur-travail de Ricardo, le prix et la valeur de la plupart de ces produits se ramenaient au travail.

Cela incluait les coûts de main-d'œuvre incorporés dans les machines utilisées par les industriels, ainsi que les coûts de production de la nourriture et des autres biens que les travailleurs devaient acheter avec leur salaire. Les employeurs — pardon — les employeurs devaient verser des salaires suffisamment élevés pour couvrir le coût de subsistance. Et comme des travailleurs bien éduqués, bien vêtus, en bonne santé et bien nourris étaient plus productifs, ces coûts devaient être pris en charge par l'employeur. L'objectif des capitalistes industriels était donc de réduire le coût de la consommation par le travail afin que les employeurs puissent se permettre de les embaucher. Et le coût le plus pressant à l'époque de Ricardo — celui qui augmentait le plus rapidement — était le prix de la nourriture, qui était gonflé par les Corn Laws, les droits de douane sur les importations alimentaires qui empêchaient le libre-échange des denrées.

La Grande-Bretagne en 1815 venait tout juste de sortir des guerres napoléoniennes, qui l'avaient isolée. En conséquence, elle avait dû compter sur ses propres propriétaires fonciers et sur ses propres terres pour se nourrir. Dès que le commerce extérieur reprit avec le retour de la paix, les propriétaires déclarèrent : « Eh bien, nos loyers baissent. Il faut les protéger en imposant des droits de douane. » Cela empêcha les employeurs britanniques d'importer des denrées meilleur marché pour nourrir leurs ouvriers, ce qui les aurait dispensés de payer des salaires aussi élevés. Quand je dis cela, pensez aux parallèles avec l'économie moderne, sur lesquels je reviendrai. Les propriétaires exigeaient des rentes foncières, et la lutte qui dura trente ans — de 1815 jusqu'à l'abrogation des Corn Laws en 1846 — fut celle du libre-échange.

Et la lutte pour le libre-échange — c'était la première étape pour surmonter la résistance des propriétaires fonciers, qui disaient : « Pour nous, l'économie, c'est uniquement la rente foncière, pas les profits industriels. Nous ne nous soucions pas de l'industrie ; nous voulons simplement nos loyers. » Et Ricardo a donné l'explication de ce qui se passerait si l'on laissait, si l'on permettait à l'économie de se transformer en une économie rentière — versant ses loyers aux propriétaires, d'abord pour la nourriture, puis, avec le temps, pour le logement, pour les rentes foncières liées à l'habitat. Plus tard, les économistes du XIXe siècle ont dit : « Eh bien, c'est la même chose avec les rentes de monopole. Nous ne voulons pas de monopoles, car cela augmenterait le coût de la vie et des affaires. » Et enfin, à la fin, ils ont ajouté : « Vous savez, le plus grand paiement de rente — le revenu rentier par excellence — revient aux créanciers, aux banquiers et aux détenteurs d'obligations, sous forme d'intérêts et de frais financiers. »

Ainsi, le rôle du capitalisme industriel dans tous ces pays était de réduire au minimum ces trois classes : les propriétaires fonciers et les classes possédantes productrices de matières premières, les monopoleurs et les classes bancaires. C'est ce qui a rendu le capitalisme industriel si prospère dans les pays qui menaient ces réformes. Dans les pays qui n'avaient pas entrepris ces réformes — parce que les propriétaires fonciers étaient assez puissants pour bloquer le libre-échange, empêcher la taxation de leurs revenus fonciers et interdire aux gouvernements de réduire les loyers afin de rationaliser les économies et de diminuer le coût de la vie et des affaires —, ils allaient être laissés pour compte. Ce que Ricardo a fait, c'est formuler la théorie classique de la valeur, selon laquelle la valeur est produite par le travail, mais les prix ne reflètent pas cette valeur.

Les prix étaient bien supérieurs à cette valeur, et l'excédent des prix par rapport à la valeur constituait la rente économique. Cette rente est un revenu non gagné. John Stuart Mill disait que les propriétaires perçoivent les loyers — ainsi que la hausse des prix de leurs terres — pendant leur sommeil. Ainsi, chaque économie, selon les économistes classiques, se divisait en deux parties : une partie productive de l'économie, et une partie rentière. Les relations de propriété, de crédit et de rente étaient superposées à l'économie productive comme un coût économique général. L'idée de l'économie industrielle était d'aligner autant que possible les prix de la richesse sur la valeur réelle des coûts. C'est cela qui rendrait les économies plus performantes et ferait du capitalisme industriel une force bien plus puissante.

Eh bien, si les Corn Laws continuaient à bloquer les importations à bas prix, cela maintiendrait les prix des denrées alimentaires à un niveau élevé et, par conséquent, le salaire de subsistance — ce qui découragerait tout nouvel investissement. Les propriétaires fonciers allaient mener une vaste campagne. Ils ont perdu. Ricardo affirmait que cela mettrait fin à l'accumulation du capital. Il écrivait que le capital ne pourrait alors produire aucun profit, et qu'aucune main-d'œuvre supplémentaire ne pourrait être demandée. Par conséquent, la population aurait atteint son point culminant. Bien avant cette période, ce très faible taux de profit aurait arrêté toute accumulation, et presque toute la production du pays, après le paiement des travailleurs, appartiendrait aux propriétaires fonciers ainsi qu'aux bénéficiaires des dîmes et des impôts.

Et les impôts servaient principalement à payer les charges financières. Je t'ai envoyé un graphique que tu pourrais même afficher pendant cette discussion, et ce graphique montrera comment l'économie croît — mais à mesure que la rente accapare de plus en plus, le profit diminuera, jusqu'à s'éteindre complètement. Et sans profits, les industriels n'ont plus d'incitation à investir. Ricardo a écrit tout cela dans son chapitre sur les profits de son ouvrage *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Dans *Le destin de la civilisation*, j'examine plus en détail le programme de réforme du capitalisme industriel. Le but de mon livre sur la civilisation est de montrer qu'il existe deux types d'économies.

Nous ne vivons plus dans une économie capitaliste industrielle. La plupart des gens qualifient encore notre économie de capitaliste, mais il ne s'agit pas du capitalisme industriel dont on parlait au XIXe siècle, ni de celui dont Marx parlait dans *Le Capital*, ni de ce que Werner Sombart entendait lorsqu'il a forgé le mot « capitalisme » dans les années 1920. C'est un capitalisme financier. Le secteur financier soutient désormais les intérêts monopolistiques, les intérêts rentiers et les intérêts immobiliers. La terre n'appartient plus à un monopole héréditaire — n'importe qui peut acheter une maison ou un immeuble commercial, mais il faut pour cela s'endetter. Le loyer foncier est désormais versé au banquier, et non plus à une classe de propriétaires terriens.

Au cours, disons, des trente années d'un prêt hypothécaire standardisé après la Seconde Guerre mondiale et qui a créé la classe moyenne américaine, le banquier a en réalité touché plus d'argent sous forme d'intérêts que le vendeur d'une maison ou d'un immeuble commercial. Ainsi, le prix du logement — que l'on loue ou que l'on achète — doit être suffisamment élevé pour que les salariés aux États-Unis et en Europe puissent couvrir les coûts liés au paiement des intérêts et des frais bancaires. Et si l'on observe les économies européenne et américaine, ce qu'ils appellent le produit national brut semble croître, mais presque toute cette croissance du produit national brut correspond à des revenus de rentiers. Les intérêts sont facturés comme s'ils constituaient un service.

Et les frais de retard imposés par les banques et les cartes de crédit — des frais encore plus élevés que les taux d'intérêt appliqués — sont considérés comme la fourniture d'un service. Les prix de monopole sont tous inclus dans le PIB. Ainsi, il y a de moins en moins de véritable production dans le produit intérieur brut, et de plus en plus de charges économiques. Alors, comment en est-on arrivé là ? À la fin du XIXe siècle, les propriétaires fonciers et surtout les milieux financiers ont riposté contre l'économie classique. L'économie classique était l'idéologie du capitalisme industriel — elle visait à libérer les économies de la rente. Un marché libre était un marché libéré de la rente. La réaction aux États-Unis fut menée par John Bates Clark. En Europe, elle fut dirigée par l'école autrichienne d'économistes anti-étatistes et anti-socialistes. En Grande-Bretagne, elle fut portée par les théoriciens utilitaristes qui affirmaient qu'il n'y avait aucune différence entre le prix et la valeur.

Le prix est celui que les consommateurs de services publics sont prêts à payer. Ils ont utilisé un raisonnement circulaire pour tout cela. Je pense donc que mon prochain livre, celui sur lequel je travaille actuellement, doit prendre du recul et poser la question : comment concevez-vous une économie et son fonctionnement ? C'est la clé pour comprendre pourquoi ce conflit entre l'Occident

— l'Amérique et l'Europe — et la Chine, l'Asie, ainsi que d'autres pays qui suivent le plan initial des économistes classiques du libre marché, est de nature civilisationnelle. Parce qu'ils examinent les intérêts rentiers — les intérêts des banquiers et des détenteurs d'obligations, des propriétaires fonciers et des monopoles.

Pour eux, c'est cela, la civilisation. Et pour tout l'essor de l'individualisme et des marchés libres au XIXe siècle — Adam Smith, John Stuart Mill, et ce qui est devenu l'ensemble des mouvements socialistes et sociaux-démocrates soutenus par les industriels américains et les partis conservateurs en Angleterre — ils disaient : eh bien, nous voulons tous rendre nos économies plus productives, et nous devons nous débarrasser des classes qui perçoivent des revenus sans contribuer à la production, sans travailler, qui gagnent de l'argent en dormant. Il y a donc cette distinction fondamentale entre le revenu gagné et le revenu non gagné, entre un secteur productif et un secteur de charges. Et rien de tout cela n'est enseigné dans les programmes d'économie actuels. Le combat mené principalement par les secteurs de la finance et de l'immobilier affirme qu'il n'existe pas de chose telle que la rente économique.

Il n'existe pas de revenu non gagné. Ils ont utilisé les revenus locatifs dont ils disposent, ainsi que tous les gains en capital financés par la dette provenant de l'immobilier et d'autres investissements d'entreprise, pour prendre le contrôle du processus politique et le privatiser. Depuis les années 1980 — en particulier de Margaret Thatcher en Angleterre à Ronald Reagan aux États-Unis, et à travers les partis sociaux-démocrates d'Europe — on a assisté à un mouvement vers la privatisation des infrastructures publiques, en affirmant : « Eh bien, les gestionnaires privés peuvent faire un bien meilleur travail. » Alors, privatisons le système de distribution d'eau. Vendons l'eau de la Grande-Bretagne à la Thames Water Company. L'entreprise privée peut certainement être beaucoup plus efficace et moins bureaucratique. Privatisons les chemins de fer britanniques — cela sera certainement plus efficace.

Eh bien, on a vu les prix de l'eau grimper en flèche pour les consommateurs et les entreprises britanniques. On a vu les tarifs ferroviaires augmenter considérablement, et les trains ne desservent plus les banlieues comme avant. La compagnie de bus, autrefois publique, a été privatisée, et pour accroître ses profits, elle a simplement réduit les lignes vers les zones à faible fréquentation, plus éloignées de Londres. En Europe, tout cela est gratuit. Alors, qu'avons-nous aujourd'hui qui soit l'équivalent du prix élevé du maïs — c'est-à-dire des céréales — pour l'Angleterre ? L'équivalent aujourd'hui serait l'énergie, car toutes les industries ont besoin d'énergie. Les maisons ont besoin d'électricité pour le chauffage, et de gaz pour la cuisine lorsqu'il y a un raccordement. Et la théorie de la valeur-travail ne tenait pas compte de la productivité du capital.

Les Américains l'ont fait, à partir des années 1850. J'ai rédigé ma thèse sur l'économiste Erasmus Peshine Smith, qui a élaboré cette théorie comme base du programme du Parti républicain lors de sa création en 1853. Ils disaient que le progrès de la civilisation était passé de l'énergie naturelle du vent et de l'eau, d'abord au charbon, puis au pétrole et au gaz. À cette époque, personne n'avait encore vu d'autres formes d'électricité — l'énergie atomique, par exemple — et personne n'avait

prévu que les moulins à vent de Hollande et d'ailleurs deviendraient ces immenses installations éoliennes que la Chine a construites dans le désert de Gobi et à travers tout le pays. Et aujourd'hui, la Chine comprend bien qu'elle ne va pas laisser cela au secteur privé, car il faut beaucoup de temps pour développer l'électricité comme alternative au pétrole et au gaz.

Il faut beaucoup de temps pour construire une entreprise d'électricité aux États-Unis. Lorsqu'on passe par toutes les démarches administratives, qu'on remplit toutes les conditions et qu'on affronte la bureaucratie, il faut environ dix ans pour qu'une nouvelle entreprise d'électricité voie le jour. Eh bien, il y a un autre problème. L'une des principales catégories de rentiers qui a pris le contrôle de la politique aux États-Unis — avec la banque et l'immobilier —, c'est l'industrie pétrolière. Et l'industrie du charbon, dans certains États, est également très puissante. Elles ont acheté le contrôle de l' administration Trump. Trump a déclaré : « Je représente l'industrie du charbon, l'industrie pétrolière. Nous allons vraiment décoller avec le pétrole et le gaz naturel, et nous allons les utiliser comme instruments de puissance. Premièrement, nous allons empêcher l'Europe de dépendre d'une énergie et d'un pétrole qui ne sont pas produits par les États-Unis et leurs alliés. »

Nous allons dire : vous ne pouvez plus importer de pétrole de Russie, ni d'Iran, ni du Venezuela. Vous devez acheter du pétrole et du GNL — du gaz naturel liquéfié — chez nous. Et c'est ce qui s'est passé. L'un des résultats de la vente de gaz naturel liquéfié américain à l'Europe, c'est que les prix du gaz aux États-Unis augmentent. Tout cela est devenu, selon le gouvernement, une question « civilisationnelle », car l'économie américaine a pris conscience d'un problème : nous ne pouvons plus rivaliser avec d'autres pays de manière industrielle et capitaliste comme en 1945. Nous ne sommes plus un pays industriel. Nous avons délocalisé notre main-d'œuvre et notre industrie vers d'autres nations, principalement en Asie. Et la seule façon pour nous de faire en sorte que d'autres pays nous subventionnent, c'est de dire qu'il existe une guerre froide avec la Russie et la Chine, et que nous devons nous défendre contre la Russie.

L'Europe face à une invasion imminente dans un an ou deux — que la Russie serait prête à perdre encore 22 millions de personnes en essayant d'envahir l'Europe et de reprendre l'Allemagne pour elle-même. Eh bien, tout cela est absurde. Mais sous le couvert de cette fiction, de ce récit imaginaire de guerre froide, les États-Unis ont convaincu les membres de l'OTAN : « Oui, vous devez éviter le libre-échange. » Eh bien, c'est le combat que les industriels britanniques ont remporté en 1815 et que les industriels allemands ont perdu aujourd'hui, après 2022, en coupant le commerce — le commerce de l'énergie avec la Russie et d'autres pays — et en poursuivant avec la rupture du commerce technologique avec la Russie, comme l'a fait la Hollande lorsqu'elle a fermé Nexperia et déclaré : « Nous la reprenons, car nous ne pouvons pas permettre qu'une entreprise détenue par des Chinois opère en Occident. »

Et il y a seulement quelques jours, Donald Trump — l'Amérique — a exercé des pressions sur la Cour suprême du Panama pour qu'elle confisque l'investissement chinois dans le développement du port du canal de Panama, afin d'essayer d'empêcher cela. Nous assistons donc à ce qui menace réellement de devenir une guerre de civilisation. Et c'est une guerre qui porte sur la question de

savoir s'il y aura un gouvernement représentant le développement du peuple dans son ensemble, avec croissance économique et prospérité, ou s'il s'agira d'un gouvernement des ennemis de la prospérité — la classe rentière. Si l'on laisse le secteur financier, le secteur immobilier et les monopoles prendre le contrôle de tous les services publics, des terres, les détaxer et créer du crédit pour essentiellement générer de la richesse financière à travers des créances représentant les dettes des 99 %, ou du moins des 90 %, alors l'économie finira par s'arrêter.

Et si les États-Unis sont vraiment sérieux à propos de la guerre froide — s'ils disent à l'Europe : « Nous vous avons déjà convaincus de vous battre jusqu'au dernier Ukrainien pour la terre. Nous ne pouvons pas céder un pouce de territoire à la Russie. » Alors M. Zelensky nous dit : « Nous préférons que le peuple ukrainien meure. Les gens n'ont pas d'importance ; ce qui compte, c'est le contrôle du territoire. Faire du tort à la Russie, voilà ce qui importe. Et le fait que vous, les Allemands, ayez perdu contre la Russie deux fois — la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale — peut-être que cette fois, vous pourrez vous rattraper. Recommençons la guerre. » Selon le keynésianisme militaire, si vous fabriquez des armes, vous allez effectivement les utiliser en Russie.

Eh bien, ce conflit entre le capitalisme financier rentier, centré aux États-Unis et fondé sur les infrastructures, l'intelligence artificielle et les monopoles dans l'informatique et les technologies de l'information, est censé remplacer les anciens profits industriels de l'Amérique — ceux qu'elle tirait autrefois de ses exportations agricoles, qui étaient essentielles à sa balance des paiements et à sa domination mondiale après 1945. Ils veulent remplacer cela par des rentes de monopole issues des technologies de l'information et de l'intelligence artificielle. Eh bien, l'Europe avait menacé de dire que l'un des problèmes, c'est non seulement que vous imposez des rentes de monopole, mais qu'en plus vous exigez que nous, Européens, ne les taxions même pas. Nous sommes censés taxer notre travail — transférer la charge sur le travail, la retirer des entreprises et des revenus rentiers, et surtout l'épargner aux Américains. Et donc Trump a dit : eh bien, nous allons mettre fin à cela.

Nous allons vous imposer des droits de douane et perturber votre économie. Vos entreprises ne pourront pas accéder au marché américain. Et grâce à l'OTAN — heureusement, nous avons utilisé l'OTAN pour contrôler l'Union européenne, comme toi et moi en avons déjà parlé — ce sont des singes capitulards. Ils ont cédé et ont dit : « D'accord, nous n'allons pas taxer les monopoles américains. Nous allons dépendre non seulement des États-Unis pour le gaz, mais aussi pour la technologie de l'information. Nous laisserons toute notre croissance des salaires et des revenus être versée aux États-Unis, après tout, parce que nous comptons sur vous pour nous protéger de la menace des Russes marchant droit sur l'Allemagne en route vers la Grande-Bretagne. » C'est insensé. On pourrait dire que les civilisations s'effondrent parce qu'elles ne comprennent pas les dynamiques économiques qui les ont rendues prospères dès le départ.

Mon livre sur l'effondrement de l'Antiquité montrait que la première forme de revenu rentier qui finit par détruire l'Antiquité, après des siècles de guerre civile depuis le VIIe siècle av. J.-C. jusqu'à l'époque de César et à la fin de la République romaine, fut la revendication de la population pour l'annulation des dettes et la redistribution des terres. Ce combat échoua, et le résultat fut le

féodalisme. Nous avons donc eu l'Empire romain — que l'on pourrait, je suppose, qualifier de civilisation occidentale à cette époque — qui perdit les qualités qui en faisaient une civilisation et devint décadent. Vous voyez la même chose se produire aujourd'hui dans des termes similaires. L' Asie, pendant des milliers d'années, a eu une base complètement différente pour sa philosophie sociale et son gouvernement, depuis le confucianisme, qui affirmait que si l'on a un empereur, le rôle de l'empereur est de maintenir la population heureuse et non en révolte.

S'il y a une révolte, alors l'empereur perd sa justification d'être empereur. La même chose s'est produite au moment de l'essor de la civilisation occidentale, qui s'est en réalité développée au Moyen-Orient — en Mésopotamie, en Égypte, en Sumer et en Babylonie. Toutes les civilisations du début de l'âge du bronze, du troisième millénaire av. J.-C. jusqu'au premier millénaire av. J.-C., annulaient régulièrement les dettes pour empêcher une oligarchie de prendre le pouvoir. Chaque roi de la dynastie d'Hammourabi commençait son règne en annulant les dettes et en restituant les terres aux cultivateurs qui les avaient perdues, afin qu'ils puissent les récupérer, recommencer à payer des impôts, servir dans l'armée et travailler comme main-d'œuvre corvéable à la construction des projets d'infrastructure que possédait la Mésopotamie.

Même chose en Égypte. Lorsque les archéologues et les égyptologues ont enfin appris à traduire ce qu'avaient écrit les Égyptiens, c'était la pierre de Rosette — elle parlait d'annulation de dettes, d' effacement des dettes fiscales. Quand on dit au jeune pharaon : « Eh bien, fais comme les anciens pharaons — annule les dettes et libère la population pour qu'elle puisse travailler. Sinon, tu vas avoir une concentration de la propriété foncière, et le peuple sera appauvri. » La même chose s'est produite dans les terres juives, en Judée. Après la captivité babylonienne, lorsque les Juifs sont revenus, ils ont apporté les lois du Lévitique — la loi mosaïque, chapitre 25 — qui disaient, mot pour mot, ce que faisait l'annulation des dettes chez Hammurabi.

Libérez les serviteurs endettés, annulez les dettes et redistribuez les terres qui avaient été confisquées. Cela avait été placé au centre de leur religion, car à cette époque, au premier millénaire, les rois n'étaient plus bons — certainement pas en Occident — et Israël faisait alors largement partie de l'Occident. On peut donc dire que le changement de civilisation a réellement commencé il y a environ 2 000 ou 2 500 ans, entre l'Occident, qui ne pratiquait pas l'annulation des dettes ni le rétablissement de l'ordre selon un cycle régulier, et les pays asiatiques, du Moyen-Orient à la Chine, qui reconnaissaient tous que les économies ont tendance à se polariser lorsque les riches s'emparent du gouvernement, deviennent des intérêts établis et cherchent essentiellement à démanteler l'autorité publique, empêchant ainsi les dirigeants de protéger la population, ses moyens de subsistance et la répartition des terres contre leur concentration entre les mains d'une classe oligarchique.

L'Occident a été une oligarchie depuis le début. En ce sens, nous vivons aujourd'hui un conflit de civilisation, car, encore une fois, il oppose la classe rentière — à l'origine la classe des créanciers — qui devient la classe des propriétaires fonciers, percevant des rentes et formant peu à peu des monopoles. Ces monopoles ont été créés dans l'Europe féodale pour fournir aux rois une source de

revenus leur permettant de payer les banquiers internationaux pour les emprunts de guerre contractés afin de se combattre et de s'emparer de terres. Il existe donc bien une dynamique civilisationnelle, et cette dynamique a commencé à se transformer et à devenir plus rationnelle pendant la Révolution industrielle. C'est le capitalisme industriel qui a été radical. Il affirmait : « Nous voulons la même chose que ce pour quoi on s'est battu à Rome, en Babylonie et dans les terres juives. »

Quand Jésus s'est opposé aux intérêts établis et a prononcé son premier sermon, il a déroulé le rouleau d'Isaïe et a dit : « Je suis venu annoncer l'annulation des dettes. » C'est là l'origine du christianisme juif — on pourrait dire le christianisme juif. Voilà donc ce qui déchire les choses aujourd' hui. J'ai mentionné qu'aux États-Unis, il y a un problème : comment l'Amérique peut-elle obtenir un monopole dans l'intelligence artificielle, la fabrication d'ordinateurs et d'autres technologies de la Silicon Valley si elle n'a pas d'électricité ? Et Trump a empêché l'Amérique d'obtenir de l'électricité sous forme d'éoliennes ou d'énergie solaire, en affirmant que le charbon est l'un des combustibles du futur.

Et l'administration Trump a annulé la fermeture prévue des centrales à charbon, que l'administration Biden avait au moins programmée en raison du réchauffement climatique. Ainsi, Trump n'a pas seulement bloqué les alternatives à l'énergie carbonée, mais il s'est également retiré de l'Accord de Paris et s'oppose au mouvement mondial visant à libérer la production d'énergie — qui est la clé de la productivité — de la dépendance au carbone. Cela est devenu une menace pour la civilisation, car le réchauffement climatique, dans l'environnement naturel, fait partie des phénomènes qui ont détruit la civilisation babylonienne après 1200 av. J.-C., lorsqu'un refroidissement global a provoqué des sécheresses et d'immenses mouvements de population.

Le changement climatique a également détruit la civilisation de l'Indus vers 1800 av. J.-C. Il existe donc certains facteurs externes, en plus des dynamiques internes, qui menacent de détruire une civilisation. Cela s'est déjà produit, et on peut en retracer les exemples tout au long de l'histoire. Et aujourd'hui, cela menace de transformer, voire de détruire, la manière dont la civilisation occidentale — et le monde soumis aux valeurs de cette civilisation — vit dans le présent. Le rendement financier vit dans le présent. Le présent est l'avenir. Tout ce qui compte, c'est d'une année sur l'autre. Les compagnies pétrolières ne se soucient plus de savoir si la combustion du pétrole va accélérer le réchauffement climatique et l'aggraver, car leur activité consiste à faire des profits — ou plutôt, à tirer des rentes économiques — de leur pétrole.

Eh bien, sans que la civilisation occidentale ne revienne à la valeur analytique, à la théorie du prix et de la rente des économistes classiques, elle ne se rendra pas compte que, en réalité, nous ne sommes plus vraiment productifs. Nous nous sommes désindustrialisés, et en laissant Margaret Thatcher et Ronald Reagan servir d'instruments représentant cette philosophie anti-gouvernement, anti-socialiste — en prétendant qu'il s'agit du libre marché, sans distinguer entre le travail productif et improductif — il n'en est rien. C'est un libre marché qui permet aux riches propriétaires de faire ce qu'ils veulent, de prendre le contrôle du gouvernement, de financer les campagnes électorales et, en

somme, de mener une guerre contre tout pays qui ne suit pas la même forme de gouvernement anti-étatique, pro-rentière et pro-oligarchique qu'est devenue la civilisation occidentale.

Eh bien, je pense que le problème — la grande menace pour la civilisation occidentale — c'est le néolibéralisme, qui nie l'existence de la rente économique et traite le revenu des rentiers comme un véritable produit. Il considère que, puisque le PIB augmente, si les banquiers s'enrichissent, si tous ces paiements d'intérêts liés au service de la dette augmentent, c'est un produit. Tous les loyers que les gens paient en raison de la hausse du coût de l'immobilier, c'est un produit. Et d'une certaine manière, les prix de monopole sont justifiés : si les gens sont prêts à les payer, c'est un choix du consommateur de payer les monopoles. Il n'existe pas, selon cette logique, de contrainte économique. Toute la rhétorique de la pensée économique a été transformée en un vocabulaire de tromperie, au lieu d'un vocabulaire expliquant les dynamiques réelles du fonctionnement des systèmes économiques — et, en fin de compte, du fonctionnement des civilisations.

#Glenn

Je pense que c'était une longue réponse à votre question. Eh bien, c'était une excellente réponse. Et je trouve cela fascinant, parce que, vous savez, comme je l'ai dit, les économistes classiques — les capitalistes industriels — se concentraient énormément sur cette question précise de la réduction du rôle de la classe des rentiers, ou du moins sur la diminution des chercheurs de rente dans leur ensemble. Et encore une fois, c'est un point central. Mais maintenant que nous avons assisté à ce passage au capitalisme financier, où l'on considère la classe des rentiers comme de grands capitalistes prospères, c'est fascinant, car nous invoquons — ou faisons référence à — John Stuart Mill pour justifier l'absence de redistribution, comme si le concept de capitalisme classique ou industriel relevait d'une sorte de conspiration socialiste.

C'est donc étrange de voir comment l'idée capitaliste néolibérale a formé une idéologie qui lui permet d'emprunter aux mêmes penseurs, dans d'autres esprits, dans une certaine mesure. J'avais juste une dernière question à propos de ce que vous dites sur les Européens. De toute évidence, les États-Unis ne peuvent pas rivaliser avec la Chine. Ils cherchent désormais à tirer des rentes du monde entier, ce qui est une position avantageuse dans laquelle les États-Unis se trouvent depuis un certain temps. Mais avec les Européens, ils semblent devenir plus agressifs. Comme vous l'avez dit, ils affirment qu'il faut acheter des armes, qu'il faut acheter de l'énergie — et comme on le découvre, il y a là une très forte marge, ou une capacité à extraire beaucoup de rente.

Et puis, si les Européens veulent la sécurité, ils devraient s'assurer que leurs bénéfices soient réinvestis aux États-Unis. Et, bien sûr, les Européens le font, mais cela entraîne aussi une dévastation économique pour le continent, ce qui finira, je suppose, par se traduire à un moment donné par des problèmes politiques et de sécurité. Mais la Chine et la Russie, en se découplant du système dirigé par les Américains — est-ce que cela devient pour elles une source de croissance économique ? Car l'une des idées était d'imposer des sanctions aux Russes pour écraser leur économie.

Si vous vous souvenez, au début de la guerre, on disait que le rouble deviendrait des décombres et que leur économie s'effondrerait avant la fin du week-end. Mais cela ne s'est pas passé ainsi. À la place, nous avons vu les Russes se couper eux-mêmes des technologies, des banques et de la monnaie occidentales. Et au lieu de cela, ils ont connu une croissance significative — bien sûr, davantage fondée sur la sphère industrielle, plutôt que sur ce nouveau type de capitalisme financier. Pensez-vous qu'une partie du succès de la Chine et de la Russie réside dans le fait qu'elles se soient coupées de ces technologies, banques et monnaies américaines que l'on pourrait qualifier, je suppose, de non compétitives et de prédatrices ?

#Michael Hudson

Eh bien, ce n'est pas qu'ils se sont coupés eux-mêmes. Donald Trump et l'Amérique les ont coupés — à leur grand bénéfice. Vous avez mentionné que le socialisme était une conspiration. Ce n'est pas le cas. Le socialisme était considéré comme la prochaine étape du capitalisme industriel. À la fin du XIXe siècle, non seulement Marx parlait de socialisme, mais il existait toutes sortes de socialismes. Il y avait le socialisme chrétien, le socialisme anarchiste, la social-démocratie. Et tout le monde était d'accord — tous les intérêts établis — sur le fait qu'il fallait que les gouvernements jouent un rôle supplémentaire dans l'économie, afin de fournir les besoins essentiels à des prix subventionnés. C'est le premier professeur d'économie d'Amérique, à la première école de commerce, la Wharton School — Simon Patten — qui a déclaré que les infrastructures publiques constituaient un quatrième facteur de production, en plus du travail, du capital et de la terre, qui, en réalité, n'est pas un facteur de production mais une extraction de rente.

Mais les infrastructures publiques n'ont pas pour objectif de générer un profit. Elles visent à réduire le coût des besoins essentiels afin que le travail n'ait pas à supporter ces dépenses, et que les employeurs n'aient pas à les payer non plus, car l'investissement public est plus productif et moins coûteux que l'investissement privé. Le but des infrastructures publiques — canaux, chemins de fer, santé publique — n'est pas de faire du profit ; c'est de rendre l'économie rentable. C'est le Premier ministre conservateur Benjamin Disraeli, en Grande-Bretagne, qui a déclaré : « La santé publique, c'est le cœur des choses. » Et c'est véritablement la Grande-Bretagne qui a promu la santé publique, contrairement aux États-Unis sous le président Obama, qui ont affirmé : « Nous devons privatiser la santé publique. »

Et l'Association médicale américaine, depuis les années 1950, s'est toujours opposée à la médecine socialisée. Eh bien, il s'avère qu'au lieu que la médecine socialisée prenne le contrôle de la pratique médicale des médecins, ce sont les compagnies d'assurance maladie privées qui ont pris le contrôle de ce que les médecins peuvent faire ici et ont fait grimper le coût des soins de santé à 20 % du PIB. C'est bien au-delà de ce que dépensent d'autres pays — de l'Europe à la Chine. La Chine offre des soins de santé publics et aussi une éducation publique gratuite, comme l'Angleterre l'a fait pendant longtemps et comme de nombreux pays européens l'ont fait. Mais aujourd'hui, c'est très cher — de plus de 50 000 dollars par an aux États-Unis à des prix élevés dans les universités

anglaises, australiennes et d'autres pays occidentaux anglophones, et je suppose même dans les universités allemandes.

Toutes ces fonctions qui étaient censées créer une économie compétitive et à bas prix sont désormais privatisées et rendues coûteuses. Des pays comme la Chine et la Russie maintiennent le prix des besoins essentiels à un niveau bas, et ils font ce que les démocraties sont censées faire. Les Américains disent qu'il s'agit d'une lutte entre démocratie et autocratie, mais ce n'est pas vraiment de cela qu'il s'agit. C'est l'oligarchie occidentale contre le socialisme — un capitalisme industriel d'État avec une forte subvention publique. Et cette subvention empêche le développement d'une oligarchie financière, car ce que la Chine a fait, et plus encore que ce que les mouvements socialistes en Occident ont jamais prôné, c'est de considérer l'argent comme un service public. Ils créent de la monnaie et du crédit par l'intermédiaire de la Banque populaire de Chine, non pas pour financer des rachats d'entreprises ou gagner de l'argent grâce à l'ingénierie financière.

Nous utilisons l'argent et le crédit pour financer la construction réelle. Eh bien, ils ont manifestement surfinancé la construction de logements, mais ils ont aussi financé leur industrie. Ils financent leurs parcs éoliens. Ils financent leur recherche fondamentale, ou du moins fournissent des subventions publiques et un soutien aux entreprises privées qui font tout cela. C'est une économie mixte. Chaque civilisation prospère de l'histoire a été une économie mixte. Et quand des intérêts établis disent : « Nous ne voulons pas d'une économie mixte, nous ne voulons pas que le gouvernement nous réglemente ou nous impose, nous voulons contrôler l'économie nous-mêmes. Nous voulons que l'argent que le gouvernement nous aurait pris en impôts nous revienne comme revenu. Nous voulons appauvrir le reste de la société et la rendre dépendante de nous. »

Peut-être que cela provoquera une révolution. Alors, il nous faudra les combattre. Et nous devrons aussi affronter d'autres pays qui veulent s'enrichir grâce à un secteur public fort. C'est donc la Chine, avant tout, qui fait ce que les démocraties occidentales prétendent faire — mais elles ne le font pas, car ce ne sont pas des démocraties. Ce sont des oligarchies. Et le vocabulaire utilisé dans le récit occidental, c'est que la Chine est une autocratie. Et ils disent que si vous régulez une entreprise ou des monopoles, c'est de l'autocratie. Si vous taxez les riches au lieu de taxer autant les salariés, c'est de l'autocratie. Si vous nous empêchez de pratiquer des prix de monopole, d'exploiter les gens ou d'augmenter les taux d'intérêt à des niveaux usuraires — eh bien, c'est de l'autocratie.

Tout ce qui fait obstacle à ce que nous voulons faire — gagner de l'argent en endettant la population et en la transformant d'une classe de propriétaires autonomes en une classe rentière, locataire et dépendante — c'est de l'autocratie. Eh bien, ils font passer l'autocratie pour quelque chose de vraiment, vraiment bien. Et bien sûr, autrefois, on appelait cela le socialisme. Donc, encore une fois, on voit le vocabulaire économique de la tromperie devenir la base de ce récit. J'ai écrit mon livre *J comme Junk Economics* précisément sur cette transformation du vocabulaire. Et si vous disposez d'un vocabulaire adéquat, cela vous aidera à comprendre les dynamiques réelles du fonctionnement de l'économie — de toute économie.

#Glenn

Merci pour ces réponses détaillées. Je pense vraiment que les gens devraient davantage apprécier le concept de recherche de rente, afin de comprendre la phase dans laquelle nous nous trouvons dans l'économie actuelle et ce que cela signifie pour la civilisation. Comme toujours, merci infiniment de partager votre sagesse à ce sujet. Et pour tous ceux qui souhaitent acheter le livre, je laisserai un lien dans la description. Encore une fois, vous êtes un auteur très prolifique, il y a donc beaucoup à découvrir. Et bien sûr, je laisserai également un lien vers votre site web, car il y a toujours d'excellents contenus. Merci beaucoup.

#Michael Hudson

Eh bien, merci. Je décris également tout ce concept de rente économique dans *Killing the Host*, qui est une première version de mon histoire de la théorie de la rente et de ce qui s'y est passé. Et *Super Imperialism* vient tout juste de sortir, d'ailleurs, en livre audio — il est maintenant disponible. Donc, les gens commencent à s'intéresser à cette idée. Mais en réalité, si l'on regarde à quoi sont attribués les prix Nobel, ils le sont pour avoir nié la théorie et le concept de la rente économique. En somme, c'est pour une économie de pacotille qui nie tout cela. C'est là le combat civilisationnel : comment comprendre une économie et réfléchir à sa dynamique ? C'est vraiment de cela qu'il s'agit. Tu poses toujours les bonnes questions, Glenn. C'est pour ça que j'aime tellement participer à ton émission. Merci, j'apprécie beaucoup.